

Communiqué de la RHK

Les autorités de la République du Haut-Karabakh (NKR) ont à plusieurs reprises exprimé leurs graves préoccupations face à la campagne mensongère de l'Azerbaïdjan visant à déformer l'essence du conflit entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh et à tromper la communauté internationale. Cette campagne se développe d'année en année par l'introduction de nouvelles méthodes sophistiquées de falsifications, de provocations, de menaces et de revanchards.

Les exemples les plus récents d'une telle campagne de propagande sont la lettre à l'Organisation des Nations Unies ([A/67/943-S/2013/442 du 26 Juillet 2013](#)) invitant les États membres à mettre en garde leurs citoyens sur une visite de la RHK "sans l'autorisation préalable du gouvernement azerbaïdjanais", suivie de la publication d'une liste des personnes déclarées persona non grata par le ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan suites aux visites en Haut-Karabakh. Cette liste de 335 personnes touchant 41 pays comprend des parlementaires, des personnalités publiques, des personnes du monde culturel, des artistes, des journalistes, des étudiants et des touristes.



Le **ministère des Affaires étrangères de la RHK** a jugé approprié d'indiquer ce qui suit :

"Le Haut-Karabakh est un État indépendant avec une population qui ne doit pas en aucun cas être privée de la possibilité d'exercer ses droits fondamentaux comme il est énoncé à l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui stipule que *«aucune distinction ne doit être faite sur la base du statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, qu'il soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté»*.

La population du Haut-Karabakh a instauré son État, exerçant son droit inaliénable à l'autodétermination en pleine conformité avec les normes et principes du droit international et a agi dans le cadre constitutionnel et juridique, alors en vigueur dans l'Union soviétique. Depuis le tout premier jour de sa création, le Haut-Karabakh, contrairement à l'Azerbaïdjan, s'est mis à la construction d'un État démocratique garantissant tous les droits et libertés de ses citoyens. Les dirigeants de la RHK ont l'intention de poursuivre la politique de développement global de la République et

de ses institutions démocratiques, et ont exprimé à plusieurs reprises leur volonté de coopération mutuellement bénéfique avec toutes les parties intéressées.

Dès le début, l'Azerbaïdjan a rejeté toute possibilité d'un dialogue civilisé avec le Haut-Karabakh et a choisi la politique de régler le conflit entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh par la brutalité, en utilisant de façon disproportionnée et aveugle la force contre la population civile. Elle a effectué des nettoyages ethniques dans les zones appropriées du Haut-Karabakh, peuplées d'Arméniens, en complément à une agression militaire en bonne et due forme contre le Haut-Karabakh.

Malgré le processus de négociation en cours et les engagements pris depuis la conclusion de l'accord de cessez-le-feu, les dirigeants azerbaïdjanaïses continuent à interpréter de manière sélective les normes et principes du droit international, impliquant escalade et méfiance, et ignorant les réalités existantes. Se fourvoyant dans son langage de menaces et d'hostilité, l'Azerbaïdjan a fait un pas de plus dans la mauvaise direction, menaçant de sanctions les ressortissants des pays tiers qui visitent le Haut-Karabakh. Une telle politique s'inscrit parfaitement dans la logique de son bilan national des droits de l'homme qu'il cherche à imposer aux citoyens étrangers.

Ces mesures grandement irresponsables contrecarrent toute tentative visant à établir un climat de confiance entre le Haut-Karabakh et la République d'Azerbaïdjan, ce qui est essentiel pour la résolution pacifique du conflit. Bakou entrave également les efforts de médiation déployés par les coprésidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) pour trouver une solution globale et durable au conflit entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh.

Il convient de mentionner qu'en dépit des obstacles artificiels créés par la partie azérie, le nombre de touristes visitant la RHK ne cesse d'augmenter. Depuis son indépendance, des dizaines de milliers de citoyens étrangers ont déjà visité le Haut-Karabakh, ce qui témoigne de la sécurité et d'un environnement sécurisé mis en place par le peuple épris de liberté du Haut-Karabakh, ainsi que de l'intérêt international croissant pour le riche patrimoine culturel et historique de notre pays natal. Il est essentiel de noter que le taux de criminalité dans le Haut-Karabakh est l'un des plus bas d'Europe,

et qu'aucun accident grave n'a été enregistré dans notre pays impliquant un citoyen étranger.

Le ministère des Affaires étrangères de la RHK exhorte les autorités de l'Azerbaïdjan à abandonner les tentatives contre-productives visant à entraver les visites de ressortissants étrangers au Haut-Karabakh, et à diriger son énergie et ses ressources, gaspillées sur ces actions infondées et provocatrices, vers le règlement de questions de fond entre les parties en conflit, favorisant ainsi la paix et la stabilité dans toute la fragile région du Sud-Caucase.

Le ministère des Affaires étrangères de la RHK salue et encourage les visites de ressortissants étrangers, de fonctionnaires et de touristes. Ces visites et les contacts entre les peuples en général contribuent à la création d'un climat de confiance et de coopération dans la région et sont essentielles pour la communauté internationale d'obtenir des informations exactes et objectives sur le Haut-Karabakh."

[Ndlr : On voit mal Bakou autoriser qui que ce soit à aller au Haut-Karabakh - "un territoire occupé par l'ennemi", surtout pour faire du tourisme et échanger avec la population, ou pire, faire du commerce ou investir. Par contre missionner quelqu'un pour espionner ou faire du renseignement, très certainement.]